

Conclusion générale

Contrairement aux crises précédentes (Sanwi, Guébié, ...), les crises qui éclatent depuis 1990 en Côte d'Ivoire prennent une dimension nationale, régionale et internationale. Elles sont portées par des dynamiques nouvelles. Est particulièrement indexé le phénomène de l'idéologisation. En partant de l'analyse des discours politiques sur l'identité nationale, cette étude montre comment ceux-ci relèvent de constructions idéologiques justifiant les engagements conflictuels. En effet, l'analyse des différents discours politiques sur l'identité nationale depuis septembre 2002 a permis d'identifier deux groupes d'acteurs opposés. Le régime au pouvoir (FPI) et ses partisans et l'opposition formant le G7. Alors que pour le camp présidentiel, la définition de l'identité nationale doit s'en tenir au lien du sang, pour l'opposition, celle-ci doit assimiler droit du sang et droit du sol. Ces conceptions, loin d'être circonstancielles, relèvent de constructions idéologiques. Celles-ci se caractérisent d'une part, par une diabolisation constante de l'adversaire et par une auto-justification fondée sur une stratégie victimaire et d'autre part par leur appartenance à des cadres de pensée.

Il y a la tendance nationaliste pour le camp présidentiel et la tendance libérale pour l'opposition. Cette vision nationaliste de l'identité nationale se traduit pour le camp présidentiel à travers trois référents. D'abord la manifestation d'un sentiment de peur lié à une invasion des étrangers. Ensuite un patriotisme nourri d'une volonté de protection et de défense de l'identité nationale et, partant, du territoire national d'une acculturation. Enfin, le critère d'appartenance à une nation, exprimé à travers la définition de l'identité nationale à partir du droit du sang, a mis en évidence un sentiment d'autochtonie défendu par le camp présidentiel. Quant à l'opposition, notons que cette tendance libérale défendue par elle a pu être

observée à travers deux invariants. Premièrement à travers l'attachement de l'opposition au respect des droits fondamentaux. Ceux-ci se sont résumés au droit à l'égalité des peuples, et au droit à la citoyenneté ; et deuxièmement la revendication pour la nation ivoirienne d'une population hétérogène.

Toutefois, ces différentes idéologies politiques sur l'identité nationale mettent à nu des enjeux politiques et économiques sous-jacents justifiant leur rapport avec le conflit en Côte d'Ivoire. Ainsi, cette étude nous a permis de confirmer nos hypothèses d'une part, et d'autre part, de montrer la place des discours idéologiques dans la crise ivoirienne, mais surtout le rôle que pourrait jouer le phénomène de l'idéologisation dans la dynamique conflictuelle.